DERNIERE HEURE

(Par Services Télégraphiques et Téléphoniques Spéciaux)

nuivi le sous-officier; des relations s'étaient établies entre eux, et Mme Blin avait voulu épouser son jeune ami. Mais ses fils, dont le plus jeune a juste l'âge de son futur beau-père, mirent le holà.

Enfin, après un échange de correspondances, les fils Blin consentirent au mariage de leur mère, sous condition que celle-ci, moyennant une somme de 41,000 francs et une rente annuelle de 24,000 francs, abandonnerait sa fortune, qui est considérable, ainsi que sa part dans l'entreprise manufacturière qu'ils dirigent à Elbeuf.

Lorsqu'elle eut signé cet acte d'abandon, le père mit opposition à son mariage avec le jeune sous-officier, et c'est ainsi que s'est ouverte l'action devant le tribunal.

Mme Blin, par l'organe de M^e Deorzi, du barreau de Paris, a soutenu la non recevabilité de l'action en interdiction intentée par son père. Le tribunal de Rouen n'ayant pas à connaître de son affaire, son domicile étant fixé à Nice depuis quelques mois. L'affaire a été renvoyée à lundi matin pour plaidoirie de M^e Lyon, de Caen.

Les Suffragettes manifestent

Elles gilent les policemen. — On en arrête 114

Londres, 30 juin. — Les suffragettes militantes continuent à faire tout pour ruiner leur parti par le ridicule. Il est vrai qu'elles ne savent pas ce que c'est que le ridicule, et cela ne tue pas en Angleterre!

Des cinq heures, hier soir, les abords du Parlement étaient envahis par une foule assez nombreuse. A un moment, la présidente des suffragettes, Miss Pankhurst, s'approche, suivie de huit compagnons de vote pour les femmes. Elle présente une pétition au sergent de garde, qui la laisse pénétrer dans la cour de Westminster, et un huisserie porte la pétition; cinq minutes après, il rapporte la réponse préparée; une fin de non-recevoir.

Colère de miss Pankhurst, qui s'en prend à l'inspecteur de police, qu'elle gifle; ses compagnes suivent son exemple et jettent le képi de l'inspecteur dans la boue. Arrestations. Pendant ce temps, sur la place, le gros des suffragettes a donné et la police montée déblaie les environs du Parlement, tandis que les policemen à pied arrêtent à droite et à gauche.

Enfin, toute la scène se termine assez rapidement après quelques coups de démolition et 103 arrestations de suffragettes et 6 d'hommes qui n'avaient aucun intérêt dans les revendications des suffragettes, mais dont les poches contenaient un grand nombre de porte-monnais volés.

Le jour de demain aura demain beaucoup de besogne et les portes de la prison de Holloway vont s'ouvrir toutes grandes.

L'AFFAIRE STEINHEIL

M. DE VALLES PRESIDERA LES ASSISES DEVANT LESQUELLES COMPARAÎTRA LA VEUVE

Paris, 30 juin. — On sait qu'il y a quelques jours, un infirmier de l'hôpital des Enfants Malades, Edouard Chiron, qui jusqu'à présent était resté muet, a cru devoir, en apprenant que l'instruction était terminée et que Mme Steinheil était définitivement renvoyée devant la cour d'Assises, annoncer qu'il avait des révélations à faire. Mais s'il pouvait maintenant parler, il se présentait une difficulté. Il n'y avait plus personne pour l'entendre. Le juge d'instruction était en effet démis; également démis, la chambre des mises en accusation; et le président des Assises seul compétent en cette circonstance pour informer sur l'affaire, n'était pas encore désigné.

Cette lemmes est aujourd'hui comblée. Quoiqu'il ne soit pas d'usage de procéder aussi longtemps à l'avance (car le procès ne viendra pas avant le mois d'octobre devant la Cour d'Assises), on a confié au conseiller de Valles la mission de diriger les débats. Dès à présent, en vertu de l'article 268 du Code d'instruction criminelle, qui investit le président de la Cour d'Assises d'un pouvoir discrétionnaire lui permettant de prendre sur lui toute mesure qu'il croira utile pour découvrir la vérité, M. de Valles a pu donc ordonner un supplément d'information.

Et c'est à lui que va s'adresser M^e Antony Aubin, le défenseur de Mme Steinheil, pour faire entendre M. Friez. C'est un émoi utile pour le défenseur, car il confirmera la piste des lettres signées par Mme Steinheil comme la seule vraie. M. Friez prétend, on se le rappelle, que sortant la nuit du crâne de l'hôpital avec plusieurs autres infirmiers, il avait aperçu deux individus vêtus de longues blouses noires, chaussés d'espadrilles, qui étouffaient le bruit de leurs pas, se diriger vers l'impassé Ronsin. Les deux hommes silencieusement parurent gênés par la rencontre, et passant de l'autre côté de la rue, disparurent rapidement. Pour l'infirmier, il ne parait pas douteux que les deux inconnus faisaient partie de la bande qui a commis le double assassinat.

En même temps que M. de Valles était nommé président de l'audience, le procureur général a désigné l'avocat-général Trouard-Riolle pour occuper le siège du ministère public.

L'agitation des Lads

LES PROPRIETAIRES DE CHEVAUX S'ENGAGENT A RESPECTER LA LOI SUR LES SYNDICATS

Paris, 30 juin. — Les propriétaires de chevaux de courses ont renoncé à M. Clémenceau l'ordre du jour suivant :

Les propriétaires de chevaux de courses soussignés se déclarent résolus :

D'une part, à observer et à faire observer par tous ceux qui dépendent d'eux les dispositions de la législation française sur le travail ;

D'autre part, à venir en aide à leur personnel par tous les moyens dont ils disposent. Ils croient devoir avoir fait déjà beaucoup pour lui. Ils seront toujours prêts à tenir compte des avis qui leur seront donnés dans le but d'améliorer son sort.

Mais ils demandent, pour que leur action puisse atteindre son but, que le personnel soit protégé. Les excitations, les menaces auxquelles il a été en butte, entretiennent une agitation dont souffrent l'institution des courses et les nombreux intérêts publics et privés qui s'y rattachent.

Ils font donc respectueusement appel à la vigilance du gouvernement pour que, conformément aux lois, aucune atteinte ne soit portée à la liberté du travail.

Les propriétaires soussignés délèguent MM. Hennessy et d'Harcourt pour porter cette déclaration à M. le président du Conseil.

(Suivent 65 signatures).

LE SYNDICAT DEMANDE UN CONTRAT COLLECTIF

L'entrevue qui doit avoir lieu jeudi à la mairie de Maisons-Laffitte entre les délégués des entraîneurs et les délégués du

Syndicat des garçons, d'écurie et jockeys, en présence de M. Aufrand, sera probablement décisive. Les garçons syndiqués ont en effet décidé de tenir le soir même un meeting dans lequel, suivant les résultats des pourparlers, ils donneraient aux représentants du syndicat ou le mandat de traiter avec les entraîneurs, ou au contraire le pouvoir de décréter la grève au moment le plus opportun.

Il n'est pas encore certain que tous les entraîneurs acceptent le contrat collectif réclamé par le syndicat. Plusieurs d'entre eux ont toutefois manifesté l'intention de faire droit à la plupart des revendications.

Un entraîneur, M. d'Ockuyesen, qui a déjà accordé à son personnel les revendications qu'il réclame, a promis au maire de Maisons-Laffitte, M. Duverdy, de s'entretenir auprès de ses collègues pour les déterminer à accepter un contrat qui ramènerait la tranquillité dans le monde sportif.

A Chantilly, M. Craissac a été reçu, hier, par quelques entraîneurs, notamment par MM. Meot Pantall et Philibert Hanse, qui se sont montrés disposés à faciliter une entente.

LE CHOLÉRA EN RUSSIE

Saint-Petersbourg, 30 juin. — Depuis hier le nombre des personnes atteintes de choléra s'est accru de 78 et 20 cas de mort ont été enregistrés. Le nombre total des malades de l'épidémie est de 555.

UNE BOMBE ECLATE au milieu d'un banquet

Jetée par un inconnu, elle fait six morts et quatre blessés

Lisbonne, 30 juin. — Un attentat a été commis, hier soir, dans la banlieue de Navia, province d'Oviedo, en Espagne.

M. Morgador, qui possède de grandes propriétés dans les environs de Navia, avait quelques amis à dîner dans son château, quand au milieu du repas une bombe, lancée par un inconnu, creva sur le carreau de la fenêtre, tomba sur la table. L'explosion fut formidable. Le plafond de la salle à manger s'écroula, ensevelissant les convives.

M. Morgador, sa femme, sa fille et trois invités ont été tués sur le coup. Quatre autres invités ont été si gravement blessés qu'on désespère de les sauver.

On croit que l'attentat est le résultat d'une vengeance politique.

La nouvelle loi sur l'absinthe entre en vigueur aujourd'hui

C'est aujourd'hui jeudi, 1er juillet, que sera mis en vigueur l'article 17 de la loi de finances du 26 décembre 1908 dont les 3e et 4e paragraphes sont ainsi conçus :

Aucune absinthe ou boisson similaire ne pourra être détenue ni mise en vente à partir du 1er juillet 1909 si la teneur alcoolique est inférieure à 65 degrés.

Toutefois, des absinthes ou similaires d'un degré inférieur pourront être produites, fabriquées et pourront être détenues par les fabricants, à charge d'exportation.

DANS LA REGION

Le concours d'aviation de Douai

LA JOURNEE DE MERCREDI

Comme la veille, le plus. Aussi aucun appareil n'a-t-il tenté la moindre sortie.

Aujourd'hui, si le temps le permet, M. Biéroux s'élèvera, vers 11 heures, à Paris, tentant de nouveaux vols avec un passager, et M. Bréguet sortira son biplan.

Il est possible, en outre, que M. Lasternas, qui est arrivé à Douai avec son appareil dont on dit le plus grand bien, tente de s'élancer avec des primes de 2,000 fr. Voilà plus qu'il n'en faut pour attirer à l'aérodrome de la Brayelle, une grosse partie de nos concitoyens et beaucoup d'étrangers.

Tout Douai est dans l'attente, le succès de la soirée d'inauguration ayant produit une impression considérable et convaincu les derniers protestataires.

Vendredi sera couru dans l'après-midi le prix de la Corderie (1,500 mètres bouclés). Le Comité d'organisation se trouve, comme dans les autres aérodromes, dans l'impossibilité absolue de prévoir d'une façon certaine, même quelques heures à l'avance, que des tentatives de vols seront exécutées par les aviateurs. En conséquence, il informe le public que, contrairement à ce qui avait été annoncé, il ne sera pas donné de signal au beffroi pour annoncer les essais, épreuves ou tentatives de records.

Toutefois le Comité fera hisser un drapeau au beffroi dans la matinée, à titre d'indication, les jours où par suite d'engagements pris par les aviateurs, des vols seront probables à partir de quatre heures de l'après-midi, si le temps le permet.

A ROUBAIX

Des Cambrioleurs éventrent un coffre-fort

ILS ENLEVENT QUATRE MILLE FRANCS EN NUMERAIRE ET DE NOMBREUSES OBLIGATIONS

Depuis que la bande à Lemay, comme on disait au temps des grands cambriolages, avait été prise de passer l'Atlantique, on n'avait plus entendu parler d'un vol aussi audacieux.

Lemay et ses complices viennent d'être surpris par les bandits qui opèrent quel que soit le lieu de la nuit dernière avec une maîtrise qui stupéfie les personnes obligées de faire l'enquête.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un vol important a été commis dans les magasins de charbon de la Compagnie Vicogne et Nox, qui de Calais à la commune de... A quel moment fut commis le vol, personne ne saurait le dire. M. Sérarin Cat-

penhier, âgé de 54 ans, concierge, qui couche au premier étage de la maison cambriolée, n'a rien entendu, et nous verrons tout à l'heure que le garde d'écurie n'entend rien lorsque près de lui on mit à mal le coffre-fort.

DESCRIPTION DES LIEUX

Il serait nécessaire, pour bien faire comprendre l'affaire, de donner un plan de la maison attaquée. Nous allons tâcher d'y suppléer par une description.

La maison est encadrée par des palissades. Elle est ornée, sur le devant, d'une porte, et, derrière, ouvrant sur des terrains vagues, où on place le charbon, se trouve une fenêtre munie de barres de fer, si nous devons en croire les plaignants.

COMMENT ILS OPERERENT

Les voleurs empruntèrent, pour entrer, la palissade qui se trouve à gauche de la maison. Fort mal renseignés sans doute, ils s'attaquèrent avec des barres de fer à l'arrière du bâtiment où se trouvait le coffre-fort. Derrière le mur qu'on venait de mettre à mal se trouvait un armoire.

Le mur était en briques, l'armoire en bois. Chose bizarre : les malfaiteurs n'osèrent pas aller plus loin. L'armoire fut considérée par eux comme sacrée et, contourant le bâtiment, ils attaquèrent la fenêtre située sur le derrière.

Au moyen d'une poutre, les barreaux furent écartés et le plus maigre d'entre eux pénétra dans la maison.

Le cambrioleur dévota une petite promenade. Pour les visiteurs tout semblait réglé.

Et, en effet, la maison se trouvait sans défense, toutes les portes étaient ouvertes, tous les meubles semblaient ballier.

Les cambrioleurs se dirigèrent aussitôt vers le coffre-fort.

En un clin d'œil, il fut descellé, transporté sur le quai de Calais. Les commissionnaires nocturnes allaient l'y abandonner lorsque le plus malin d'entre eux, et le plus souple, puisant à travers le trou de la fenêtre, leurre ouvrit la porte qui donnait sur le hangar au charbon.

C'est là, à deux pas du veilleur, que le coffre, pesant 200 kilos, fut transporté et couvert.

L'ENUMERATION DES VALEURS ENLEVEES

Il nous reste à dire que plainte a été portée et à donner l'énumération des valeurs enlevées du coffre. Cette énumération, la voici :

Une somme de 4,182 fr. 55, dont deux billets de mille francs, deux billets de 100 fr., trois pièces de 20 francs, 1,825 francs en pièces de 5 francs, 9 pièces de 2 francs, 18 pièces de 1 franc, 3 pièces de 50 centimes et 1 pièce de 5 centimes.

De plus, un bon de Crédit foncier 1900 numéro 0579713, une obligation de la Ville de Bruxelles 1905, numéro 354670, une action de la Brasserie du Virolois, numéro 1000, une action de la Brasserie Roubaisienne, numéro 5873, une action de la Société générale sans fil Marconi, numéro 16997; des valeurs de Caisse d'épargne au nom de Cochet Louis et de sa femme. Sur le premier il y a 5 francs et sur l'autre, il n'y a plus rien.

A FOUQUEREUIL ARRESTATION DU CURÉ

Accusé de s'être livré à des actes coupables sur une quinzaine de fillettes fréquentant le catéchisme, le curé de Fouquereuil est mis en état d'arrestation et conduit à la prison de Béthune.

La petite commune de Fouquereuil, située à quelques kilomètres de Béthune, vient d'être le théâtre de pratiques obscènes de la part d'un curé.

Le héros de ce scandale se nomme Coustenoble Constantin et compte déjà 55 printemps. Il est originaire de Fleurbaix et exerce dans la paroisse depuis une trentaine d'années.

C'est un gaillard très aisé qui s'est déjà fait remarquer par ses violences au moment des inventaires et qui se fit expulser de son presbytère pour ne pas se plier à la loi.

Habitué du martyre, il ne devait pas s'en tenir là et les circonstances viennent à nouveau de le vouer à la pitié des gens bien pensants qui geigneront sur la malheureuse victime !

Récemment arrivait au parqu岸 de Béthune une lettre anonyme dénonçant des faits scandaleux à la charge du curé de Fouquereuil.

Aussitôt, M. le procureur de la République transmettait la plainte à M. Glabeck, commissaire spécial de la brigade de police mobile, le chargeant d'ouvrir une enquête.

Une surveillance très active fut exercée et l'acte ne tarda pas à prendre corps à la suite des dépositions accablantes de nombreuses fillettes précisant des détails et ne permettant pas le doute sur la culpabilité du satyre en soutane.

Comme tous les curés, M. Coustenoble enseignait le catéchisme aux enfants.

Les fillettes étaient particulièrement l'objet de ses soins attentifs. Il les aimait à tel point qu'il ne put, semble-t-il, résister à l'ambiance de cette fraîche jeunesse.

Jetant par-dessus les moulins sa robe de chasteté, le curé, aurait, affirme-t-on, donné libre cours à ses instincts pervers et souillé l'âme innocente de nombreuses fillettes laissées à ses soins par des parents trop confiants.

Le curé, les jours du catéchisme, sabottait les cours, — assure la rumeur publique — pour emmener au plus vite des petites filles dans le sacristie.

Dans ce pieux local transformé en bouderie, le curé se serait livré sur des fillettes de 10 à 12 ans, à des actes incommensurables.

DESCENTE DU PARQUET

Hier, à la suite des dépositions des fillettes, le parquet de Béthune, représenté par M. Deransart, procureur de la République; M. Monnier, substitut; M. Rozet, juge d'instruction, son commis-greffier, et accompagné de M. Glabeck, descendait dans la commune de Fouquereuil pour interroger le curé Coustenoble, sur les faits qui lui étaient reprochés.

Celui-ci nia, mais devant les charges accablantes et précises recueillies, il fut mis en état d'arrestation et conduit à la prison de Béthune.

Il paraîtrait qu'une quinzaine de fillettes auraient été souillées et que ces faits scandaleux étaient en pratique depuis plus d'un an.

Comme bien l'on pense, ce scandale éclatant fait grand bruit dans la commune et dans les environs, où il défraya toutes les conversations.

La Grève des Inscrits

LES MINISTRES DELIBERENT. — M. DITTE VA RENDRE TRES PROCHAINEMENT SA SENTENCE.

Paris, 30 juin. — Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Clémenceau.

Cette réunion avait été décidée hier soir, lorsque les dépêches eurent fait connaître l'aggravation de la situation à Marseille par suite de la recrudescence de la grève des inscrits maritimes.

Le conseil s'est occupé ce matin des moyens de remédier à cette situation.

D'une part, M. Clémenceau et ses collègues du commerce et de la marine se réunirent ce soir pour conférer avec M. Charles Roux, président de la Compagnie transatlantique, et M. Lébon, président des Messageries Maritimes, au sujet du nouveau différend qui a surgi.

D'autre part, M. Ditte, président du tribunal de la Seine, auquel a été remis l'arbitrage sur les questions réservées après le premier arbitrage du ministre de la marine, va être prié de rendre sa sentence le plus rapidement possible.

Le gouvernement subordonne à l'issue de ces diverses démarches la reprise du débat devant la Chambre du projet de loi relatif à la suspension du monopole de pavillon entre la France et l'Algérie.

LA SITUATION EST CALME

Aucun incident ne s'est produit ce matin sur les quais où règne cependant une vive animation. Mais les diverses compagnies de navigation éprouvent toujours les plus grandes difficultés pour l'embarquement de leurs équipages.

UNE CONFERENCE AU MINISTRE

Paris, 30 juin. — Ce soir a eu lieu au ministère de l'Intérieur une conférence entre M. Clémenceau, président du Conseil, Cruppi et Alfred Picard, ministres du Commerce et de la Marine, Charles Roux et M. Lébon, délégués des armateurs, au sujet de la grève des inscrits maritimes.

Les explications échangées au cours de cette séance permettent d'espérer qu'une solution satisfaisante interviendra prochainement.

LE PROCES LEMOINE

La plaidoirie de M. Labori. — Le jugement sera rendu lundi

Paris, 30 juin. — L'affaire Lemoine a continué cet après-midi, devant la 10e chambre du tribunal correctionnel.

On a entendu tout d'abord M. Gruet, lapidaire, 18, rue Montgoufier.

Le comparant a expliqué qu'il avait vendu en mai 1905, octobre et décembre 1906, Lemoine un total de 2,500 carats de « boart » et de 230 carats de diamant brut.

Sur interpellation de Lemoine, M. Gruet a reconnu qu'il avait parlé l'alchimiste du « boart », mais non du diamant.

Sur interpellation de M. Labori, M. Gruet a déclaré qu'il ne faisait perdre beaucoup de temps et qu'il avait alors vendu à Lemoine un mortier et un pilon avec lequel celui-ci pouvait réduire en poudre « boart » ou diamant brut.

Pardon, a fait remarquer le président. Il résulte de l'examen des dates d'achat que ces achats précèdent d'un ou deux jours les expériences Feldenheimer, Julius Wernher et Onis !

Lemoine a pris alors la parole pour continuer sa défense.

Contrairement à son habitude, Lemoine a fourni des explications très courtes, puis M. Labori a commencé sa plaidoirie.

M. Labori débute en disant qu'il est possible de fabriquer du diamant artificiel et que dans un avenir qui n'est peut-être pas bien éloigné, on parviendra à fabriquer un grand diamant blanc. Il cite à l'appui de ses dires le livre de M. Jean Alcard, ingénieur des mines et les travaux de différents inventeurs.

M. Labori discute ensuite les contrats passés entre Lemoine et M. Wernher. Il démontre ensuite qu'il n'y a eu de la part de Lemoine aucune tromperie et qu'il n'a été dans les mains de Wernher qu'un instrument pour faciliter certaines spéculations qu'il démontre au cours de sa plaidoirie.

M. Labori interrompt M. Labori et dit que dans ce cas, Lemoine n'a qu'à déposer une plainte contre M. Wernher.

M. Labori. — Si mon client ne dépose pas de plainte, d'autres pourraient en déposer une et, tous cas, lorsque j'aurai dit tout ce que j'ai à dire, les actionnaires de la de Beers pourront bien demander des comptes à M. Wernher.

M. Barbois. — C'est cela, insinuez, insultez un homme absent.

M. Labori. — Je m'étonne justement de cette absence que je regrette et j'entends diriger ma défense comme bon me semble.

Les paroles de M. Labori ont été prononcées avec une grande énergie et elles sont applaudies par l'auditoire.

LE « TRUC » DE M. WERNHER

M. Labori conteste brièvement la recevabilité des deux parties civiles : la chambre syndicale de la joaillerie et de la bijouterie, qui ne justifie d'aucun dommage direct, et M. Feldenheimer qui, personnellement, touché 23 % de commission sur les sommes versées à Lemoine, son associé.

Puis ces deux adversaires écartés, il s'attaque de front à Wernher et s'efforce de démontrer qu'à la faveur de la combinaison Lemoine, il aurait successivement créé en 1906 et 1907, par des procédés artificiels et artificieux, voire malhonnêtes, d'abord une hausse sur les actions de la de Beers de 450 francs, puis une baisse à 445 fr.; mouvements aussi injustifiés l'un que l'autre mais dont il aurait largement bénéficié.

M. Labori conclut que Lemoine n'a pas trompé Wernher, il n'est pas coupable à son égard et Wernher lui doit des comptes, lesquels ne seront à la fois sympathiques pitoyables et Wernher à la légitime.

Après une réplique de M. Barbois, le Tribunal met l'affaire en délibéré. Le jugement sera rendu lundi.

Le sabotage des fils télégraphiques

Bordeaux, 30 juin. — De nouveaux actes de sabotage ont été découverts ce matin. Onze fils télégraphiques et téléphoniques ont été coupés cette nuit à 5 kilomètres de Bordeaux.

La septième brigade mobile a aussitôt ouvert une enquête. A midi, les fils étaient réparés et les communications complètement rétablies.

Les Mineurs anglais

LA GREVE GENERALE N'EST PAS DECLAREE. — LES PATRONS ACCEPTENT PROVISIONNEMENT LA LOI DE 8 HEURES

Londres, 30 juin. — Le comité de conciliation s'est réuni cet après-midi à Cardiff pour étudier les bases d'entente possible entre patrons et ouvriers mineurs.

On a tout d'abord une lettre de M. Winston Churchill qui priait les délégués de ne rien précipiter et de ne pas voter de mesures décisives avant d'avoir accepté la médiation du ministre.

La séance a été levée vers 5 heures et reprise à 9 heures; elle ne s'est terminée qu'à minuit. Aussi n'y a-t-il aucun détail.

On sait seulement que le travail continuera dans le pays de Galles sous le régime de la journée de 8 heures tant que les patrons n'aient apporté aucun changement.

Il est donc certain qu'il n'est pas prononcé le lock-out, mais la question n'est pas réglée pour longtemps et la discussion est simplement remise; ce qui tend à le démontrer, c'est le résultat de la réunion à Glasgow des propriétaires de mines qui, tout en acceptant la continuation du travail jusqu'à nouvel ordre, sans démission de la part des mineurs, ont exprimé un désappointement de voir la discussion avec les délégués mineurs remise au 7 juillet.

Des artilleurs maladroits envoient trois obus à un remorqueur

Une grave erreur de tir. — Il n'y a heureusement pas de blessés

Toulon, 30 juin. — De graves erreurs de tir ont causé, cette nuit, des accidents qui auraient pu amener la mort de plusieurs personnes.

Des tirs étaient effectués avec des pièces de 95 par des artilleurs coloniaux de la batterie de Sainte-Marguerite.

Les tirs étaient dirigés sur des buts flottants remorqués avec des amarres d'environ 300 mètres, par le « Jean-d'Agrevé », appartenant à l'arsenal toulonnais, M. Raoul Nano. Sur le remorqueur se trouvait la commission chargée de marquer les coups qui portaient.

Tout à coup, un obus, mal dirigé atteignit le « Jean-d'Agrevé » à l'arrière, le capitaine du bord, M. Saccoman, faillit être blessé. Presque au même moment, un second projectile traversait de part en part le « cabine » du pilote, M. Richard, manœuvrait la barre. Il ne fut heureusement pas touché. Un troisième obus atteignit la cheminée et des éclats entraînant M. de Maréchal, chargé par la direction de l'artillerie de terre, de surveiller la marche des tirs.

Une vive émotion se produisit à bord, mais le capitaine Saccoman, un vieux loup de mer, mesura vite ses hommes et fit les signaux nécessaires pour interrompre le tir. Les foux cessèrent immédiatement.

Le navire a pu regagner Toulon par ses propres moyens.

Une enquête est ouverte pour savoir à qui incombent les responsabilités.

L'ENQUETE SUR LA MARINE

Le débat va s'ouvrir aujourd'hui à la Chambre

Paris, 30 juin. — C'est aujourd'hui jeudi que la Chambre abordera le débat sur les conclusions de la commission d'enquête sur la marine.

Les orateurs inscrits sont MM. Delahaye, Pichon, Combarthe, Bardet et Charles Lehoucq, mais on annonce que le rapporteur, M. Henry Michel prendra la parole dès le début de la discussion pour faire un exposé général des conclusions auxquelles s'est arrêté la commission.

D'autre part, M. Guysses a proposé d'intervenir dans le débat pour traiter la question du travail à la mer dans les arsenaux. On prévoit que le débat occupera au moins 4 séances.

Le raid du « Zeppelin »

Le dirigeable a repris son voyage interrompu

Berlin, 30 juin. — Quoiqu'on ait réparé rapidement le radiateur du moteur du Zeppelin qui avait atterri à Biberach hier de grand matin le dirigeable a été empêché de repartir hier soir par la pluie qui tombait en abondance, l'aurait dissipé dans de telles proportions, que le major Sperling, qui pilote l'auto-ballon, a préféré attendre la matinée d'aujourd'hui pour reprendre son voyage.

M. de Metz, directeur de Biberach à Metz que l'on se tienne prêt à recevoir le dirigeable dans la journée. Une patrouille de uhlans reconnaît la région autour de Saint-Avoid pour signaler son arrivée.

Un incident entre M. Knight et Millies-Lacroix

Y AURA-T-IL UN ECHANGE DE TEMOINS ?

Paris, 30 juin. — En fin de séance du Sénat, un incident s'est produit entre M. Knight et M. Millies-Lacroix.

M. Knight, sénateur de la Martinique, n'ayant pas terminé l'interpellation qu'il développait aujourd'hui, le renvoi a été fixé à demain.

M. Millies-Lacroix s'écria de son banc en désignant M. Knight : « J'ai hâte à répondre à ce monsieur ! »

Le sénateur de la Martinique protesta en termes très vifs. Le président le rappela à l'ordre de modération.

On prévoyait un envoi de témoin immédiat, mais M. Knight a déclaré qu'il ne prendrait de décisions à cet égard que lorsque l'interpellation sera terminée.

La neige à Chalon-sur-Saône

Chalon-sur-Saône, 30 juin. — Depuis deux jours un vent froid souffle du Nord. On signale une chute de neige dans les montagnes avoisinant Chalon-sur-Saône, Couches-les-Mines et Bourgneuf-Val-d'Or.

Les Ouvriers des Tabacs

LES CONGRES EMET UN VŒU EN FAVEUR DE LA SEMAINE ANGLAISE

Paris, 30 juin. — La troisième journée du congrès des ouvriers et ouvrières des tabacs a été consacrée à l'application aux travailleurs des tabacs de la semaine anglaise.

M. Dunot, de Lille, rapporteur, a fait l'historique de la question qui a été posée lors de l'application de la journée de 9 heures. Il rappelle qu'il avait été décidé que la semaine anglaise serait appliquée par paliers; de plus, faisant état des conclusions de la commission inter-ministérielle, constituée officiellement par M. Poincaré, alors ministre des finances, il estime avec celui-ci qu'il n'existe point d'obstacles à l'unification de la situation des ouvriers.

En ce qui concerne la journée de travail, il a été adopté un ordre du jour dans lequel on se prononce pour 23 voix contre 5 et une abstention.

Relativement aux salaires, il a été entendu que la réduction de la journée de travail ne devait pas entraîner une diminution de salaires pour les ouvriers et l'augmentation logique qui doit être la conséquence de l'application de sa semaine anglaise doit être une augmentation des taux de 8 %.

UN HORRIBLE CRIME

On découvre le cadavre d'un homme effroyablement mutilé

Saint-Servan, 30 juin. — Une patrouille du 47e d'infanterie de service en compagnie de découvert dans un champ au village de la Hublais-en-Saint-Servan, le cadavre d'un homme momifié, la gorge tranchée. Du cou au bas-ventre, le corps était ouvert. Tous les intestins étaient sortis, les parties sexuelles avaient été enlevées et la jambe droite sectionnée.

Il n'y avait pas de traces de sang autour du cadavre, qui a dû être apporté après l'assassinat, dans le champ.

Le parquet est sur les lieux.

Jn maire s'il part les assistés à subvenir aux besoins du culte

LE PREFET LE REVOQUA

Albi, 30 juin. — Par arrêté du préfet du Tarn en date du 29 juin, M. Boussier, conseiller d'arrondissement, maire de Miolles, a été suspendu de ses fonctions.

Le motif de la suspension est l'obligation qui avait été faite aux vieillards assistés de la commune de prélever sur l'allocation qui leur était accordée, une certaine somme pour le culte.

Terrible accident d'auto

Deux personnes tuées

Berlin, 30 juin. — Hier soir, à onze heures trois quarts, à une courbe située au grand rond-point du Grunwald, une automobile dirigée par le docteur Hans Aronson, de Charlottenbourg, s'est heurtée successivement contre deux arbres. Les personnes qui occupaient l'automobile ont été projetées à terre.

Mmes Eveline Aronson, âgée de 70 ans, et Hélène Lowenstein, de Lemberg, âgées de 28 ans, ont été tuées. Le docteur Aronson et une autre dame ont été légèrement blessés.

Hubert Latham se prépare à traverser la Manche

Son aéroplane est arrivé à Sangatte

Calais, 30 juin. — Hubert Latham est bien décidé à tenter de traverser le détroit; il a par la cour du haut du cap Blanc-Nez qui domine l'am de plus de 100 mètres; il compte des, tendre non pas sur les falaises de Douvres qui sont très élevées, mais sur la place même de Douvres, après avoir fait un virage.

Son appareil est arrivé aujourd'hui à Calais; il a été expédié immédiatement à Sangatte, village situé à 7 kilomètres de Calais.

Un lieutenant-colonel se fracture le crâne

Toulon, 30 juin. — Le lieutenant-colonel Massoutier, du 111e régiment d'infanterie, a fait ce matin une chute de cheval au village d'Aradet. Le malheureux officier s'est fracturé le crâne.

Relié aussitôt, il a été transporté à l'hôpital dans un état comateux.

Suicide sur une tombe

Avignon, 30 juin. — Richard Abel, souffrant de deux ans, ancien cafetier d'Avignon, venant de Nice où il était en séjour, s'est tiré trois coups de revolver à la temple au cimetière, sur la tombe de sa femme décédée récemment. Son état est désespéré.

LES TROUBLES DE PERSE

LES REVOLUTIONNAIRES PAROISSIENS SUR TEHERAN. — LA RUSSIE SE DISPOSE A INTERVENIR

Saint-Petersbourg, 30 juin. — Hier soir est parvenue la nouvelle annonçant que le chef des révolutionnaires persans avait répondu négativement à l'ultimatum des charges d'affaires de Russie et d'Angleterre, relatif à la pension de sa marche sur Téheran, car il ne croit pas à la sincérité des promesses de l'échaf au sujet du rétablissement de la Constitution.

La « Novosti Vostok » reconnaît la gravité de la situation et déclare que le gouvernement russe prendra les mesures militaires nécessaires pour assurer la sécurité de ses nationaux à Téheran.

COURS DES COTONS

La Havre, 30 juin. — Tendances actives. 5450 — Juin, 73. — Juillet, 73. — Août, 73. — Septembre, 73.50. — Octobre, 73.87. — Novembre, 73. — Décembre, 72.62. — Janvier, 72.50. — Février, 72.50. — Mars, 72.50. — Avril, 72.50. — Mai, 72.50.